

Choisir librement l'école: le débat qui va déchirer la Suisse



Image © Keystone

Ecole publique ou école privée pour nos enfants, le débat est lancé. Il risque fort de raviver les antagonismes sur la pérennité de l'école laïque.

[Editorial: école publique ou privée: vive le choix!](#)

[Lobby Parents](#)

Le Lobby Parents lance dans tout le pays des initiatives populaires réclamant la possibilité, pour les parents, de scolariser leurs enfants où ils le désirent. Etablissement public comme... privé. Est-ce la fin de l'école publique libre, gratuite et accessible à tous? La polémique, vive en Suisse alémanique, est sur le point de toucher le canton de Vaud. Explications

Catherine Riva - le 10 mai 2008, 21h45

Le Matin Dimanche

[4 commentaires](#)

L'école publique républicaine, gratuite et accessible à tous est-elle menacée? Si l'on en croit les opposants à l'initiative de l'association suisse Lobby Parents dans le canton de Bâle-Campagne, voilà le spectre qui plane aujourd'hui au-dessus de l'instruction publique!

Ce texte, sur lequel le peuple se prononcera à l'automne, prévoit en effet la possibilité pour les parents de choisir librement - et aux frais de l'Etat - l'établissement, public ou privé, dans lequel sera scolarisé leur enfant. A noter que toutes les écoles privées ne sont pas concernées, mais seulement celles qui accueilleront tous les élèves sans restriction ni écolage supplémentaire.

Nombreuses initiatives à venir

Parti du Nord-Ouest de la Suisse, le débat est en train de prendre une envergure nationale. De nouvelles initiatives devraient être lancées avant la fin de l'année dans les cantons de Soleure, Zurich, Saint-Gall, Lucerne, Argovie, Appenzell Rhodes-Extérieures, Bâle-Ville et Thurgovie. Les médias alémaniques se font régulièrement écho de la polémique qui devrait sous peu gagner nos régions: un groupe de travail romand prévoit en effet de lancer une initiative analogue dans le canton de Vaud début 2009. Mais comment une déferlante pareille a-t-elle pu s'amorcer? «En 2003, nous avons déposé à Berne une pétition avec plus de 40 000 signatures, qui avait été refusée au motif que l'éducation est une affaire cantonale, se souvient Pia Amacher, présidente de Lobby Parents. Nous avons alors revu notre stratégie.» Ainsi,

depuis 2006, l'association prépare minutieusement le terrain: elle tâte les tendances au sein des partis et des exécutifs cantonaux, organise des débats et gagne chaque jour de nouveaux adhérents.

Au point, visiblement, de susciter une légère panique chez certaines autorités cantonales: «A Bâle-Campagne, notre initiative aurait dû être soumise au peuple en juin, affirme Pia Amacher. Le gouvernement a manifestement pris peur et lancé un contre-projet qui doit encore être débattu au Parlement cantonal.» Dans le canton de Berne, la Direction de l'instruction publique a voulu prendre les devants en commandant une étude censée démontrer l'effet néfaste du libre choix de l'école - «étude dont les conclusions ont déjà été contredites par une autre étude de l'OCDE», souligne Pia Amacher.

Enfin, la polémique révèle des fractures dans tous les partis politiques. A Bâle-Campagne, toutes les formations, de l'UDC au PS, sont représentées dans le comité du non à l'initiative. Mais c'est au sein de la gauche que la division est la plus marquée, entre ceux qui refusent catégoriquement le principe et ceux qui affichent leur sympathie au nom l'égalité des chances, comme Chantal Galladé, conseillère nationale socialiste zurichoise (voir entretien).

Au-delà de la foire d'empoigne politique, les initiants, eux, tablent sur un effet domino: «Nous espérons qu'une fois qu'elle aura été acceptée par le peuple de Bâle-Campagne, notre initiative entraînera un raz-de-marée dans tout le pays», confirme Pia Amacher.

«C'est la réalité aujourd'hui!»

Pourquoi vous engagez-vous?

J'étais opposée par le passé au libre choix de l'école, mais j'ai fini par comprendre que le spectre d'une école à deux vitesses brandi par les opposants, c'est la réalité d'aujourd'hui! Seuls les parents suffisamment fortunés peuvent décider de l'établissement que fréquente leur enfant: en finançant une scolarité privée, en déménageant ou en faisant jouer leurs relations. Le libre choix de l'école existe déjà en Suisse, mais seulement pour les riches. C'est scandaleux.

Quel écho avez-vous rencontré?

Du côté des parents, les réactions sont très positives. Et c'est révélateur, car ils sont sur le terrain. L'école avec ses aléas, ils la vivent au quotidien et éprouvent souvent un sentiment d'impuissance.

Par exemple face à des situations aussi absurdes que le placement d'enfants de la même fratrie dans des établissements différents pour des raisons de contingents. J'ai aussi été confrontée à des réactions critiques, voire de rejet, mais elles reposent souvent sur des malentendus. Un gros travail explicatif doit donc encore être fait.

Et au sein du PS?

Au plan cantonal, l'idée n'a pas encore les faveurs de la majorité, mais elle a été bien accueillie par certains représentants. Au plan national, je ne peux pas me prononcer car je n'ai pas encore porté la question devant une assemblée de parti. Mais même si ce débat divise, et pas seulement à gauche, il est nécessaire.

Je n'exclus donc pas de m'engager aux côtés de représentants d'autres partis.